





Le document que vous avez entre les mains retrace la tournée **De Nation à Nations**, amorcée en 2019 à l'initiative de Manon Massé, députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques et alors cheffe parlementaire de la 2^e opposition. Cette tournée s'est déroulée alors qu'elle assumait, au sein du 2^e groupe d'opposition, la responsabilité des relations avec les Premières Nations et les Inuit. Cette fonction, qu'elle a occupée pendant onze ans, s'est traduite, au fil du temps, par de nombreux échanges, rencontres et prises de position qui s'ajoutent aux étapes de la tournée.

Ancrée dans un contexte tumultueux où les voix des femmes refusaient de se taire, du drame de Val-d'Or au décès tragique de Joyce Echaquan, jusqu'à la mémoire toujours vive des pensionnats autochtones, cette tournée a été conçue comme un acte de reconnaissance essentiel : aller à la rencontre des peuples avec qui nous partageons le territoire, sur leur terrain.

Onze ans plus tard, et malgré la pandémie, Manon Massé aura rencontré les onze Nations et visité plus d'une vingtaine de communautés et villages nordiques, inscrivant cette démarche dans un travail politique plus large, mené dans la durée.



Quand j'ai eu l'intuition de cette tournée, je me suis d'abord demandé si j'étais légitime. J'ai donc réuni un cercle de femmes autochtones, allochtones et immigrantes, jeunes et aînées, pour partager mon idée et construire avec elles les contours de cette démarche. Elles m'ont dit: oui, tu es légitime, à condition que tu fasses les choses avec ouverture et humilité.

C'est avec ces deux mots en tête que j'ai entrepris d'aller à la rencontre des Premières Nations et des Inuit sur leur territoire. Pour moi, c'était un signe de respect essentiel. Trop souvent, les politiciens convoquent les chefs et les cheffes à Québec. J'ai voulu faire l'inverse. Aller à leur rencontre, c'est se connecter à leur identité, à leur culture, à ce qui les constitue.

Deux grands sujets ont guidé ma démarche: la protection de l'environnement et l'indépendance du Québec. Je sentais la responsabilité d'aborder ces questions en toute franchise, en reconnaissant d'entrée de jeu leur droit à l'autodétermination. Je voulais briser le cycle où, comme on me l'a dit, «le monde vient nous étudier, repart avec ça, on n'en entend plus jamais parler». En posant la question «*Comment on va faire ça ensemble?*», justement parce que notre approche est basée sur le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, j'ai été surprise de l'ouverture de plusieurs leaders à discuter.

De Mashteuiatsh à Kuujuaq, de Gesgapegiag à Kahnawake, j'ai rencontré des femmes et des hommes qui défendent avec vigueur le bien-être de leur communauté, leur culture et leur langue. Je souhaite qu'ils et elles vous inspirent comme ils et elles m'ont inspirée. Après chaque visite, je suis revenue la tête pleine et toujours plus motivée à travailler à la construction d'une relation de confiance. Ce carnet de route est une trace de cette démarche, mais surtout, une invitation, pour notre groupe parlementaire, pour toute la classe politique, à poursuivre ce dialogue essentiel.

Manon Massé

*Députée de Sainte-Marie-
Saint-Jacques*



La tournée *De nation à nations* menée par Manon Massé est un exemple inspirant d'écoute, d'ouverture et d'action concrète menée auprès des Premières Nations et des Inuit. Elle a montré de manière tangible que construire des relations solides et respectueuses nécessite de se déplacer, de dialoguer et de reconnaître pleinement l'histoire et les droits de chaque communauté. Je suis fier de reprendre le flambeau du rôle de porte-parole en matière de relations avec les Premières Nations et les Inuit, et, avec l'appui de ma collègue Ruba Ghazal, de réaffirmer notre engagement à poursuivre cette démarche pour le Québec.

Pour le 2^e groupe d'opposition, la souveraineté du Québec se construit dans le respect de la souveraineté de tous les peuples. Coconstruire ce pays avec les Premiers Peuples n'est pas un slogan, c'est une étape essentielle pour bâtir un Québec juste, inclusif, vert et durable. Cela passe par le respect de leurs droits et de leur autodétermination, par l'application du principe de Joyce et par la volonté de faire de la relation de Nation à Nations un pilier de notre action politique. C'est ainsi que le Québec de demain pourra être construit ensemble, et non à leurs dépens.

Sol Zanetti

Député de Jean-Lesage

*Porte-parole du 2^e groupe
d'opposition en matière
de relations avec les
Premières Nations et les Inuit*

11 Nations visitées

Anishinabeg ♣ Atikamekw Nehirowisiwok

Eeyou ♣ Innus ♣ Inuit ♣ Kanien'kehá:ka

Mi'gmaq ♣ Naskapis ♣ W8banaki

Wendats ♣ Wolastoqiyik Wahsipekuk

2 Villages Nordiques Inuit

20 Communautés des Premières Nations

6 Centres d'amitié autochtones



JOURNAL DE BORD



Cette section se veut le journal de bord de la tournée *De Nation à Nations*. Ces récits témoignent de la résilience de Nations confrontées à une convergence de crises : de la menace existentielle du changement climatique à la lutte quotidienne pour la survie de la culture, de la langue et des savoirs ancestraux jusqu'au sous-financement systémique et à l'héritage tenace du colonialisme. Ils reflètent aussi d'autres rencontres et échanges menés tout au long des onze années de mon rôle de porte-parole du 2^e groupe d'opposition sur ces questions, qui complètent et enrichissent la démarche de la tournée.

Cercle des femmes

Avant même de prendre la route, une étape fondatrice s'est imposée. Le 20 mai 2019, j'ai rencontré un Cercle de femmes autochtones et allochtones, de différentes nations, générations et trajectoires, pour leur partager l'idée de lancer une tournée de Nation à Nations visant à aborder les thèmes de la lutte aux changements climatiques et de l'indépendance du Québec. Je voulais valider la démarche, en mesurer la justesse, en comprendre les angles morts. Ce cercle a joué un rôle déterminant. Les échanges, empreints de franchise, de bienveillance et d'exigence, ont permis d'ancrer la tournée dans une posture claire : celle de l'écoute, de l'humilité et du respect. Je remercie profondément ces femmes pour leur générosité, leur lucidité et la confiance qu'elles m'ont accordée dès les premiers pas de cette démarche.



JUILLET 2019

Mashteuiatsh, Nation Pekuakamiulnuatsh

Premier arrêt: Mashteuiatsh, sur les berges du Pekuakami (lac Saint-Jean), alors que le Grand rassemblement des Premières Nations bat son plein. Ce pow-wow, le plus important au Québec, a offert un cadre vibrant pour de multiples rencontres. Lors d'un entretien formel avec le chef Clifford Moar, les discussions ont porté sur la protection de la planète et sur les partenariats de la communauté dans des projets de mini-centrales hydroélectriques, perçus comme une source de revenus pour le développement local.

Au-delà des enjeux énergétiques, c'est la démarche de la communauté visant à se doter de sa propre constitution qui m'a particulièrement marquée. Cette initiative n'est pas qu'une affaire interne; c'est une affirmation puissante de souveraineté inhérente qui offre un parallèle fascinant avec les propres aspirations constitutionnelles du Québec. Cette démarche démontre que le chemin vers l'autodétermination n'est pas monolithique et peut même nous inspirer mutuellement. Les nombreux échanges informels durant le pow-wow ont aussi mis en lumière l'importance des arts, de l'artisanat et des danses comme vecteurs puissants d'affirmation de leur fierté comme peuple et de réappropriation culturelle, surtout pour les jeunes!



Kuujuuaq, Nunavik, Nation Inuit

La visite au Nunavik rend tangibles les impacts des changements climatiques. On y voit et on y ressent les effets du dégel du pergélisol, qui fragilise les bâtiments, les routes et les pistes d'atterrissage. L'arrivée d'espèces jusqu'alors absentes, comme le castor, bouleverse les écosystèmes et menace des sources alimentaires essentielles. Plusieurs personnes rencontrées nous l'ont dit : ces transformations rapides mettent en péril la transmission des pratiques, des savoirs et, ultimement, de la culture inuite. Face à ces défis, le travail du Centre de recherche du Nunavik force l'admiration. Il réussit à faire dialoguer savoirs traditionnels et connaissances scientifiques pour répondre à des enjeux bien réels, ici et maintenant.

Les enjeux sociaux et politiques sont tout aussi frappants. La crise du logement se manifeste par un surpeuplement chronique, des listes d'attente de plusieurs années et des choix impossibles entre se loger et se nourrir. Les répercussions sur la santé et le tissu social sont bien réelles. Les lacunes du système de justice, notamment le transport de personnes détenues vers le Sud sur des milliers de kilomètres, et la persistance d'une crise de la tuberculose — avec un taux d'infection environ 300 fois plus élevé qu'au Sud, et ça n'arrête pas d'augmenter — témoignent d'un abandon systémique. Et que dire du manque d'accès à des soins de santé en toute dignité!

Enfin, une discussion marquante avec Charlie Watt, alors président de la Société Makivik, m'a permis de mieux comprendre les parallèles entre la quête d'autonomie du Nunavik et le projet d'indépendance du Québec : un même désir de décider pour soi et de rompre avec des structures qui perpétuent l'injustice.



Gaspésie, Nations Mi'gmaq de Gesgapegiag, Listuguj et Gespeg

En Gaspésie, les rencontres avec les Nations Mi'gmaq ont été marquées par la défense lucide et déterminée du territoire. À Gesgapegiag, l'opposition aux projets pétroliers comme Galt ou Belle Dune, la mobilisation autour de la pêche responsable — notamment par le *Ice Committee* pour protéger les baleines — et des initiatives comme Salaweg, entreprise de transformation d'algues issue de l'Association de gestion halieutique autochtone, illustrent une volonté claire de développement durable et de gestion autonome des ressources. Comme l'a résumé le chef John Martin: « *You're shocking Mother Earth. There is no air in money.* »

Les échanges ont aussi révélé des tensions profondes avec l'État québécois. En éducation, l'obligation pour les élèves Mi'gmaq de réussir l'épreuve de français langue seconde pour obtenir leur diplôme est vécue comme une injustice structurelle qui freine les parcours scolaires et affecte l'estime de soi. Je l'ai appris à la dure grâce à une jeune activiste de Listuguj qui, très en colère, nous a rappelé qu'il faut plus que des bonnes intentions quand on veut travailler d'égal à égal. Cet apprentissage nous a équipés pour mieux défendre ce point lors de l'étude du projet de loi 96, mais le gouvernement n'a rien voulu entendre. L'injustice se perpétue.

Enfin, les discussions sur l'indépendance du Québec ont été franches. Elles m'ont rappelé qu'aucune démarche d'émancipation ne peut se faire sans reconnaissance réelle des territoires non cédés et du droit à l'autodétermination. Ici, partager le territoire, c'est une question de justice.





JUIN 2021

Odanak, Nation Waban-Aki

À Odanak, les échanges font ressortir les enjeux d'identité et d'appartenance. Nation très urbanisée, au territoire presque entièrement privatisé aux mains des allochtones, les Abénakis sont fortement touchés par l'appropriation identitaire et le phénomène des « fauxtochtones ». En effet, des personnes revendiquent des droits sans lien de filiation ou de naissance, accaparant au passage des opportunités qui devraient revenir aux membres de la communauté.

La visite du Collège Kiuna, seul collège autochtone au Québec, est aussi profondément marquante. Malgré une gouvernance sous la tutelle de deux cégeps — l'un anglophone, l'autre francophone, reflet des difficultés du Québec à reconnaître pleinement l'autonomie des Premiers Peuples — Kiuna accomplit sa mission : offrir aux étudiant.es des Premières Nations un milieu sécurisant qui favorise la persévérance et la diplomation. Les photos des finissant.es qui tapissent les murs donnent un visage concret à cette réussite. Et ces gens, je les croise au fil des années dans différents rôles, différentes fonctions. Ça fonctionne!

Manawan, Nation Atikamekw Nehirowisiwok

À Manawan, communauté atikamekw isolée au bout d'un long chemin forestier, les enjeux de territoire et de développement économique s'imposent d'emblée. J'ai entendu les membres du conseil de bande décrire des relations tendues avec les compagnies forestières et minières, notamment Nouveau Monde Graphite, ainsi que des discussions peu fructueuses avec Hydro-Québec, alors que des compensations pour l'inondation de leurs territoires n'ont jamais été versées. Le respect des droits ancestraux reste une condition essentielle à tout projet.

La visite a été marquée par une rencontre bouleversante avec des familles d'enfants disparus dans le système de santé, préoccupées par les limites de la loi 79 et l'accès aux dossiers de leurs proches. Ces traumatismes se combinent à des crises sociales urgentes, comme le manque de 300 logements et l'état dangereux de la route, qui affectent sécurité, santé et développement.

Malgré tout, en me rendant sur le site de Matakan, projet de guérison et de réappropriation du territoire, j'ai pu voir la volonté profonde de la communauté de transmettre sa culture, de retisser les liens avec la terre et de bâtir l'avenir selon ses propres termes.



Abitibi-Témiscamingue, Nations Anishinabeg de Winneway, Lac-Simon et Pikogan

En Abitibi-Témiscamingue, les rencontres avec les Nations anishinabeg ont révélé des défis structurels persistants, alors que le dialogue avec le gouvernement québécois reste difficile. La question des assises territoriales cristallise ces tensions, tout comme la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, dont les communautés subissent encore les impacts sur leurs terres ancestrales sans en être signataires.

Sur le plan social, les enjeux sont profonds. À Lac-Simon, on nous dit : « On vit une crise sociale qui est due au manque de logement et à la présence de drogues sur la communauté ». À Winneway, l'enjeu de la sécurité publique est criant et il y a un sentiment de tourner en rond face à l'inaction du gouvernement pour financer un service de police adéquat. À Pikogan, le besoin d'infrastructures de base comme un agrandissement de l'école, une nouvelle garderie et une maison d'hébergement pour femmes victimes de violence est urgent.

Pourtant, j'ai pu constater la grande force et la capacité d'action de ces communautés. L'initiative Mino Obigiwasin, qui permet à quatre Nations anishinabeg de prendre en charge la protection de la jeunesse, illustre ce potentiel et montre que, lorsque les communautés disposent de l'espace et des moyens nécessaires, elles développent des solutions durables, adaptées à leurs réalités. L'État doit en faire plus pour reconnaître et soutenir pleinement ces démarches.





OCTOBRE 2021

Wendake, Nation Wendat

À Wendake, la rencontre avec la Nation Wendat se déroule dans le cadre de la présentation d'un projet de CHSLD financé par Québec. Les échanges avec les femmes et les hommes du réseau de la santé sont riches et éclairants. Mais ce qui marque particulièrement, c'est la force de la campagne contre la violence faite aux femmes alors en cours, une véritable source d'inspiration. La visite est aussi l'occasion de constater pleinement l'ampleur des responsabilités qui reposent sur le Conseil de bande: une petite équipe à qui incombe une charge immense. Impressionnant.

C'est aussi à Wendake que j'ai fait un apprentissage important. Lors d'une visite sur place, notre groupe a présenté un projet sans que le Conseil ne soit préalablement consulté, révélant rapidement combien le dialogue et les protocoles sont essentiels. Cette leçon, reçue avec humilité, est précieuse et est dûment enregistrée pour la suite.

SEPTEMBRE 2022

Ekuanitshit, Nation Innue, et Chisasibi, Nation Eeyou

Lors de la campagne électorale de 2022, à titre de porte-parole du 2^e groupe d'opposition, je me suis rendue à Ekuanitshit et à Chisasibi pour soutenir des candidates de notre parti issues des Premières Nations. Ces visites s'inscrivaient dans un moment fort pour le parti, qui présentait alors un nombre record de candidatures autochtones, soit six. Sur le terrain, au-delà des annonces, j'ai surtout senti la portée politique et symbolique de ce geste. Ces rencontres ont rappelé que la représentation n'est pas qu'un discours, mais une présence, un engagement et une responsabilité partagée. Bâtir un Québec plus juste et plus vert passe nécessairement par une relation réelle de Nation à Nations, d'égal à égal, et par la reconnaissance concrète de l'auto-détermination des peuples.



OCTOBRE 2023

Kahnawake, Nation Kanien'kehá:ka

Ma rencontre avec la Grande Cheffe Kahsennenhawe Sky-Deer a mis en lumière la fierté de la nation Kanien'kehá:ka quant à son autonomie. Cette autonomie est toutefois fragilisée par des manquements du gouvernement du Québec. Ainsi, l'hôpital de la communauté n'a pas vu son financement indexé depuis l'entente de 1982, compromettant l'accès à des soins culturellement sécurisants.

À la suite de notre échange, la Grande Cheffe a également indiqué son intention de soumettre la question de la souveraineté du Québec à son Conseil, soulignant l'importance de reconnaître les droits et l'autodétermination de sa Nation, tel que présenté par le 2e groupe d'opposition. J'ai été frappée par l'intensité de l'engagement des Kanien'kehá:ka pour préserver leur culture et leur environnement, notamment face aux enjeux des changements climatiques et de la gestion énergétique. «*Earth mother is sick. We need to view our world differently*», a dit la Grande Cheffe.



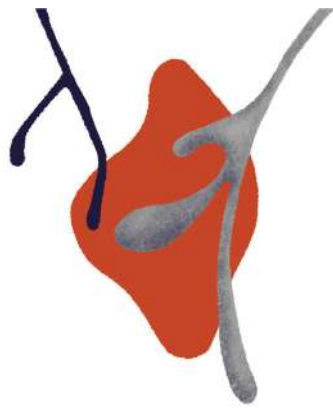
OCTOBRE 2023

Cacouna, Nation Wolastoqiyik Wamsipekwik

À Cacouna, le Grand Chef Jacques Tremblay nous a reçus avec fierté, et avec raison. La communauté Wolastoqiyik Wamsipekwik mène un modèle économique florissant basé sur la pêche et l'énergie éolienne, en partenariat avec d'autres Nations autochtones, ce qui permet entre autres d'investir dans la langue, la culture et l'éducation, tout en développant des partenariats scientifiques et des projets de réappropriation du territoire. La communauté est bien placée pour constater les impacts visibles des changements climatiques sur le fleuve Saint-Laurent. De plus, la disparition de la crevette et le rejet d'eaux usées non traitées inquiètent profondément la communauté

Le Grand Chef exprime aussi la volonté de voir le Québec adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Certains membres nous ont parlé des tensions autour de la gouvernance et de la citoyenneté, qui rappellent que succès économique et équité sociale doivent aller de pair.





NOVEMBRE 2023

Kawawachikamach, Nation Naskapi

À Kawawachikamach, l'accueil est d'abord réservé, marqué par une méfiance compréhensible. Peu à peu, les échanges s'ouvrent, notamment avec les aînées, dont le rôle est essentiel pour apaiser les tensions et maintenir la cohésion de la communauté. J'ai été touchée par leur patience et leur engagement, et par la manière dont elles transmettent culture et savoirs malgré les défis.

La réalité de la Nation Naskapi est complexe. Non reconnue comme communauté éloignée, elle se voit privée de programmes essentiels de sécurité alimentaire. Les enjeux de santé sont criants : un seul médecin dessert toute la région et les déplacements vers Sept-Îles sont longs, coûteux et éprouvants. Le coût de la vie force des choix difficiles entre se nourrir, se chauffer et se loger. À cela s'ajoutent des tensions territoriales persistantes avec les Inuit. Dans ce contexte, Kawawachikamach incarne à la fois la fatigue d'un abandon répété et une volonté profonde de préserver sa dignité, sa culture et son autonomie.

Matimekush-Lac-John, Nation Innue

À Matimekush-Lac-John, l'accueil est chaleureux malgré les défis concrets : coût de la vie élevé, infrastructures insuffisantes, surpeuplement des maisons, services de santé fragiles et la poussière rouge des anciennes mines qui s'incruste partout. J'ai été frappée par la résilience et la détermination des membres de la communauté, qui cherchent à faire face à ces difficultés tout en préservant leur culture et leur autonomie.

Conrad André, un traditionaliste innu, agent culturel et mémoire vive de sa communauté, transmet aux jeunes la langue et les savoirs du territoire, rappelant que la survie de la culture passe par la réappropriation des pratiques ancestrales et le lien avec la nature. Il partage avec nous ses vives préoccupations concernant l'impact des anciennes mines sur la faune. L'image est frappante : une perdrix blanche aux plumes devenues rougeâtres, témoignage de la contamination du territoire.

Le refuge pour femmes et la Maison des hommes illustrent la solidarité et la volonté de guérir, où des solutions concrètes sont conçues par et pour la communauté. À Matimekush-Lac-John, chaque geste et chaque projet témoigne de la détermination des peuples autochtones à bâtir un avenir juste, durable et ancré dans leur culture.





AU FIL DES ANNÉES

Mandat d'initiative

« Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale »

Avec des députés de tous les partis, nous avons assumé ce mandat d'initiative avant même que le gouvernement du Québec déclenche la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (Commission Viens) en décembre 2016, et avant que le Canada lance l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées en décembre 2015.

Après être allés à la rencontre d'intervenantes travaillant à Québec dans une maison d'hébergement pour femmes autochtones victimes de violence conjugale, la Maison communautaire Missinak, et après une journée de formation sur leur site de ressourcement Meshkenu, nous avons pris la route vers quatre communautés.

Je vous ai déjà parlé de Lac-Simon, de Wendake et de Kuujuaq, laissez-moi vous partager mon passage à Inukjuak.



MARS 2017

Inukjuak, Nation Inuit

Lors du passage au Nunavik, nous sommes allés à la rencontre des personnes qui résident dans le village nordique d’Inukjuak. L’immensité de l’espace, avec une vue sans fin sur la mer de la baie d’Hudson d’un côté et la toundra à l’infini de l’autre, nous force à expérimenter l’ampleur de l’isolement vécu par les gens qui y habitent. Un isolement accentué par l’annulation régulière de vols pour cause de mauvaises conditions météorologiques.

Le témoignage d’un Aîné sur la perte des repères culturels chez les jeunes avec l’arrivée de l’Internet nous ébranle : perte de la langue, perte de la transmission de connaissances millénaires, perte de la culture et perte des liens qui tissent les communautés. Tout ça affecte leur capacité à survivre et donne froid dans le dos.

Aborder les questions de violence intrafamiliale ou sexuelle n’est pas chose facile. À la Maison de la famille, nous avons vu à quel point ces sujets sont discutés très discrètement parce que tabous. De plus, le manque de ressources est criant. Où voulez-vous qu’aïlle se réfugier une femme victime de violence, avec ses enfants, dans cette municipalité où il manque de logements et où jusqu’à trois générations doivent parfois vivre dans la même maison?

La résilience et la créativité sont les pierres d’assise de cette petite communauté : création de groupes de justice communautaire pour éviter le déplacement des personnes en attente de procès, formation sur place de femmes inuites qui veulent exercer le métier de sage-femme, développement d’un projet hydraulique pour éliminer la dépendance au diesel afin de produire leur électricité, pour ne mentionner que quelques exemples.

Visite de centres d'amitié autochtones : Val-d'Or, Joliette, Trois-Rivières, Sept-Îles, *Native Montreal* et Mamuk à Québec

Au fil des années, j'ai visité plusieurs centres d'amitié autochtones. J'y ai retrouvé le même esprit que dans les communautés : une société civile qui s'organise, s'autodétermine et répond elle-même aux besoins, en dehors des cadres imposés.

J'ai pu constater de manière très claire que la culture ne se limite pas aux langues ou à l'artisanat : elle se vit dans les façons de faire, dans la manière de prendre soin de son milieu de vie. Dans un contexte de racisme systémique encore bien réel, par exemple dans les réseaux de la santé, de la DPJ ou de la police, ces centres offrent des services culturellement sécuritaires en santé, en petite enfance et même en logements étudiants, notamment à Trois-Rivières. J'ai vu à quel point ces services permettent aux personnes et aux familles de se déployer pleinement.

Ce sont aussi des milieux d'accueil et de rassemblement pour tous les membres des Premières Nations et Inuit vivant hors communauté. À Sept-Îles, par exemple, on y croise des Innus, bien sûr, mais aussi des Naskapis et même des personnes provenant de Nations de l'extérieur du Québec.

Dépôt de rapports annuels du comité de suivi de la Loi 79 : Pakuashipi, Manawan, Pikogan, Mistissini

La Loi 79, adoptée en 2021, vise à permettre aux familles autochtones d'avoir enfin accès aux informations détenues par les institutions sur les enfants disparus ou décédés à la suite d'un séjour en établissement de santé. Concrètement, elle oblige l'État, les établissements et certaines congrégations à ouvrir leurs dossiers, et confie au ministre la responsabilité d'accompagner les familles dans cette démarche de vérité.


Pendant cinq ans, j'ai eu la chance de faire partie du comité de suivi de cette loi et d'ainsi me rendre dans quatre communautés pour y déposer le rapport annuel. Je suis donc allée à Pakuashipi, Mistissini, Manawan et Pikogan. Chaque fois, ces déplacements ont été profondément marquants.

J'ai rencontré des parents et des proches qui apprenaient, parfois cinquante ans plus tard, ce qui était arrivé à leur enfant, où il avait été enterré. Ces rencontres laissent des traces. Elles rappellent que ces drames ne sont pas des accidents du passé, mais les conséquences directes du racisme systémique et du silence institutionnel. Ces moments ont renforcé ma conviction que le travail politique, ici, ne peut être dissocié de l'écoute, de l'humilité et du devoir de réparation. Mais on ne peut réparer sans d'abord reconnaître, comme société québécoise, les atrocités infligées à ces familles, admettre qu'elles ont été rendues possibles par le racisme systémique et assumer, maintenant que la vérité est connue, notre responsabilité de réparer. Il y a encore beaucoup de chemin à faire.



CE QUE JE RETIENS





Après des années sur les routes, sur les territoires, autour de tables de Conseil et dans des cuisines, certaines constantes s'imposent. Ce sont elles que je veux laisser ici, non comme une synthèse froide, mais comme des **repères politiques** pour la suite.

D'abord, la fierté et l'autonomie.

Partout, j'ai rencontré des Nations debout. Des leaders, des Aîné.es, des jeunes qui refusent la résignation et qui construisent, souvent avec trop peu de moyens, leurs propres institutions, leurs propres modèles de développement, leurs propres réponses aux crises. Cette fierté n'est pas symbolique, elle est le moteur de l'autonomie et la preuve que les solutions existent déjà, sur les territoires.

Ensuite, le territoire et l'autodétermination.

Pour les gens des Premières Nations et des Inuit, le territoire n'est pas une ressource à exploiter, mais une relation à protéger. Les conflits autour des mines, des barrages, des forêts, du caribou ou des routes ne sont jamais abstraits; ils touchent à la survie culturelle, économique et politique des Nations. L'autodétermination n'est pas une revendication idéologique, c'est un droit reconnu à tous les peuples de la terre, celui de décider pour eux-mêmes.

Troisièmement, le colonialisme toujours à l'œuvre.

Le sous-financement chronique, le surpeuplement des logements, l'insécurité, les services publics inadéquats, les enfants disparus ou arrachés à leur milieu, rien de tout cela ne relève du hasard. Ce sont les conséquences directes de politiques coloniales qui persistent, malgré les rapports, malgré les commissions, malgré les promesses. Tant que cette réalité ne sera pas nommée et combattue frontalement, aucune réconciliation ne sera possible.

Enfin, la culture et les connaissances ancestrales.

J'ai vu des langues vivantes, des savoirs territoriaux précis, des pratiques de gouvernance et de protection de l'environnement d'une richesse immense. Dans un contexte de crise climatique, ces connaissances ne sont pas du passé, elles sont une clé pour l'avenir. Les ignorer, c'est se priver collectivement de solutions essentielles.

Ce que j'ai entendu tout au long de ces années, c'est une demande à la fois simple et exigeante : être reconnu pour ce qu'ils sont, des peuples à part entière, capables de décider pour eux-mêmes, et considérés comme des partenaires d'égal à égal. La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est claire et devrait servir de guide à tout gouvernement qui croit vraiment à l'égalité entre nos peuples. C'est d'ailleurs pourquoi le 2^e groupe d'opposition a adhéré à cette déclaration dès son adoption en 2007. Il n'en est pas de même pour les autres partis politiques.



«On est prêt pour notre Paix des Braves», avons-nous entendu à Lac-Simon. C'est un appel à négocier un avenir où la souveraineté se conjugue au pluriel.

Aurons-nous le courage d'y répondre ?



Les engagements du caucus parlementaire de notre parti pour la suite

En recevant ce legs, notre caucus parlementaire reconnaît que la relation avec les Premières Nations et les Inuit ne peut reposer sur des gestes ponctuels ni sur des paroles symboliques. Elle doit s'inscrire dans la durée, dans les structures politiques et dans les décisions concrètes.

À la suite de cette tournée, et en cohérence avec les paroles entendues sur les territoires, notre caucus parlementaire s'engage à faire de la relation de Nation à Nations un pilier de son action politique et de son projet de société.

À ce titre, le caucus parlementaire de notre parti s'engage à :

Bâtir le projet de pays du Québec dans une logique de coconstruction, de Nation à Nations ;

Faire de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones un pilier incontournable de l'action gouvernementale ;

Reconnaître le droit inhérent à l'autodétermination des Premières Nations et des Inuit ;

Refuser tout projet de développement imposé aux Premières Nations et Inuit sans leur consentement libre, préalable et éclairé ;

Reconnaître et mettre en œuvre le Principe de Joyce, afin de garantir des services publics exempts de racisme et culturellement sécuritaires pour les Premières Nations et les Inuit.



Ces engagements seront portés politiquement par un porte-parole de notre caucus parlementaire afin d'assurer leur continuité, leur cohérence et leur traduction concrète dans l'action.

Les engagements pris par notre caucus parlementaire ne relèvent ni de l'utopie, ni de l'improvisation. D'autres sociétés issues de l'histoire coloniale ont entrepris, avec leurs limites et leurs contradictions, un véritable virage dans leur relation avec les peuples autochtones.

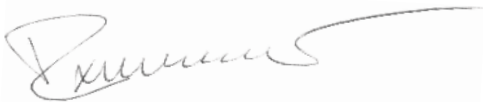
Le caucus parlementaire de notre parti s'engage à inscrire cette ambition dans ses actions, convaincu qu'une relation de Nation à Nations n'est pas seulement souhaitable, mais qu'elle est possible.



Passer le flambeau

Ce chemin parcouru m'a convaincue d'une chose: écouter ne suffit pas. Si cette tournée a un sens, c'est celui de tracer des engagements clairs pour la suite et de les confier collectivement à notre caucus parlementaire.

Cette passation n'est pas une fin, mais un choix politique. Celui d'assurer que la relation de Nation à Nations soit portée avec constance, humilité et responsabilité, et qu'elle demeure un pilier incontournable du projet politique de notre caucus parlementaire, au-delà des personnes et des mandats.



Manon Massé
Québec, Mai 2026

